

Le boss des zemmouriens de Suisse dégomme Macron

écrit par Jerome Burgener | 26 mai 2022

Qui êtes-vous?

Je suis un pied-noir né en Algérie en 1962. Mon père s'y était rendu pour fuir le Service du Travail Obligatoire institué par le régime de Vichy lors de l'occupation allemande, et pour combattre avec les Forces Françaises d'Afrique du Nord pour libérer la France de son envahisseur. Nous y sommes restés jusqu'au pillage de notre maison le 14 juillet 1962. En retournant en France, ma famille n'avait plus rien, hormis son amour pour le pays. Nous avons dû tout reconstruire.

Professionnellement, j'ai notamment fondé une entreprise en 1999, spécialisée dans les services pour les conférences et les salons internationaux, dont les activités se sont étendues dans plus de 50 pays. Depuis 2018, je vis en Suisse et suis le fondateur et président d'un cabinet de conseil aux banques centrales. Je vis à Lutry dans le canton de Vaud, suis marié et père de quatre enfants.

Quel est votre parcours politique ?

Ma première campagne politique est une sorte de révolte intellectuelle. Je l'ai menée avec Charles Million (ndlr : ancien ministre de la défense sous Jacques Chirac) avec La Droite, le parti qu'il a fondé et présidé. Je suis allé jusqu'aux législatives de 2002. Par la suite, je me suis consacré à ma carrière professionnelle. En 2014, j'écoutais Nicolas Dupont-Aignan et j'ai décidé d'intégrer son mouvement, Debout La France. Je me suis rapidement rendu compte qu'il était incapable de faire grandir son mouvement. Il a de bonnes idées mais ne sait pas organiser une équipe, ni monter un

financement. J'ai tout de même été colistier avec lui aux élections régionales en Ile-de-France, en 2015. Je suis ensuite passé par Oser la France dès 2018, en tant que membre du Bureau National. Puis Eric Zemmour est arrivé. Comme la plupart des personnes qui le suivent, j'ai approuvé ses diagnostics.

Reconquête!, à sa fondation, semblait très solide. Les meetings d'Eric Zemmour réunissaient des foules impressionnantes. Mais le premier tour s'est terminé avec un score assez faible de 7%. N'est-ce pas décourageant ?

Absolument pas. Je m'oppose aux termes que vous employez : faible et décourageant. Beaucoup de gens pensaient qu'Eric Zemmour allait être au second tour, voire qu'il serait élu président. Un tel cas de figure relevait du rêve éveillé. Les élections sont simplement venues nous ramener à la réalité. Par contre, si l'on se penche sur le chemin parcouru par Eric Zemmour, le résultat est extraordinaire. En décembre, il n'avait pas de parti, pas d'organisation, pas de militants. En six mois, il a réussi à construire un programme autour de valeurs et de convictions de droite et un parti politique présent partout en France et à l'étranger. Reconquête! est un mouvement qui attire les jeunes et qui a des finances saines. C'est déjà un énorme succès. Eric Zemmour a posé les bases de la reconquête.

Qu'est-ce qui a manqué pour aller plus loin ?

Selon moi, rien. Ce qui aurait, peut-être, pu être fait était d'arrondir les angles et dire aux électeurs ce qu'ils voulaient entendre. Mais dans ce cas, Eric Zemmour serait devenu un politicien comme les autres. Cela n'aurait eu aucun sens vu qu'il a dénoncé ces pratiques. Si l'on veut construire

des bases solides, il faut établir un corpus d'idées et de valeurs et ne faire aucun compromis là-dessus. On peut, par contre, s'entendre ensuite sur leur mise en œuvre. Prenons l'exemple des retraités : il faut qu'ils puissent avoir un revenu digne, c'est une valeur forte et non-négociable chez Reconquête!. Après, on peut en discuter les modalités.

46% des électeurs français en Suisse ont voté pour Emmanuel Macron au premier tour. Est-ce un terrain difficile pour Reconquête! lors de ces législatives ?

Je ne peux pas dire le contraire. Mais je crois que beaucoup d'électeurs ont choisi Macron, non pas par conviction mais par résignation. Il n'a pas fait de campagne, n'a pas présenté son bilan, il y a eu la guerre en Ukraine. Finalement, beaucoup se sont résignés à repartir pour 5 ans avec lui. Je ne peux pas leur en vouloir. Ce qui m'a surpris, par contre, ce sont les scores de Yannick Jadot, à 15% et Jean-Luc Mélenchon, à 20%.

Avez-vous également un engagement politique en Suisse ?

J'ai rejoint l'UDC du canton de Vaud en janvier dernier. J'ai choisi de m'impliquer en politique suisse pour des raisons d'intégration.

Une grande partie du programme d'Eric Zemmour est inspiré par la politique suisse.

Philippe Tissot

Reconquête et l'UDC représentent-elles la même droite à vos yeux ?

Je ne connais pas entièrement le corpus idéologique de l'UDC.

Mais quand je regarde ce qui se passe en Suisse en matière de sécurité ou de contrôle de l'immigration, c'est exactement ce que demande Eric Zemmour. Une grande partie de son programme est inspiré par la politique suisse. S'ils s'en rendaient compte, les Français qui vivent ici voteraient pour Eric Zemmour.

Quand on vit en Suisse, pourquoi voter et appeler à voter Zemmour ?

Parce que je suis français, que j'aime mon pays et que je veux le meilleur pour lui. Certains de mes enfants habitent encore en France, je vais y passer ma retraite. C'est une raison de plus de proposer aux Français de trouver la bonne solution pour améliorer leur quotidien.

Les partis de droite militent, souvent, pour un abandon de la double nationalité. Est-ce un combat auquel vous vous associez ?

Je n'ai pas encore tranché la question. J'ai une fille binationale franco-canadienne et je trouve que c'est un avantage pour elle. A vrai dire, je ne sais pas si la question porte plus sur la nationalité ou sur la capacité d'intégration. La France a tendance à donner trop facilement et rapidement la nationalité à un ressortissant étranger, sans chercher à savoir si c'est un bon citoyen.

Quelles sont vos revendications politiques pour les Français de l'étranger vivant en Suisse ?

Ce sont quasiment tout le temps les mêmes thématiques, chez Reconquête ou dans un autre parti. Il y a les retraites. Quand un Français la passe en Suisse, il doit se rendre chaque année

au consulat pour obtenir un certificat de vie afin de toucher sa rente. Il faut faciliter tout ça. Ensuite, les personnes qui étudient à l'étranger sont une richesse pour la France, mais il est parfois difficile pour les parents de faire scolariser leurs enfants dans une école française. Il faut les aider financièrement, car ce n'est pas une dépense mais un investissement. La santé pose aussi des problèmes. Un Français qui revient au pays subit six mois de carence pour réintégrer le système de santé, alors que certains étrangers qui arrivent en France bénéficient immédiatement de soins, sans jamais avoir travaillé. Cela doit changer. Il y a également du travail à faire sur l'immobilier, les héritiers sont pénalisés par de trop lourdes taxes.

« Être un ami de Macron ne transforme pas un âne en cheval de course. »

Philippe Tissot

Vous avez attaqué Marc Ferracci, le candidat macroniste des Français de l'étranger vivant en Suisse, qui n'aurait « jamais mis les pieds en Suisse ». Est-ce un problème qu'un candidat se présente alors qu'il ne vit pas sur le territoire?

Non. Je suis un légaliste: la loi en France autorise n'importe quel citoyen à se présenter dans n'importe quelle circonscription. Il a donc la légalité de se présenter en Suisse. Cependant, prétendre que l'on va représenter les Français de Suisse, quand on ne les connaît pas, c'est un mensonge. Mon opposition féroce et farouche contre Marc Ferracci tourne précisément autour de ce mensonge qui est la marque de fabrique du macronisme et dont les Français ne veulent plus. En outre nous savons tous très bien, qu'il ne vient pas par conviction mais pour la simple raison que c'est

un copain d'Emmanuel Macron. Le Président lui a probablement conseillé de se présenter en Suisse pour être facilement élu, pensant que personne en Suisse ne s'y opposerait. Il y a ensuite un autre problème : il se dit économiste et a conseillé Emmanuel Macron et le premier ministre. Quand on voit à quel niveau la dette s'est envolée et à quel point s'élève le déficit du commerce extérieur de la France, on peut douter des compétences en économie de Marc Ferracci. Si on me dit qu'il est économiste et copain de Macron, je le crois. J'ai de plus gros doutes quand j'entends que c'est un bon économiste. Être un ami de Macron ne transforme pas un âne en cheval de course.

Quel est votre vision de l'avenir de la France avec Macron et le gouvernement Borne aux commandes?

Macron fait du Macron je ne suis pas surpris par sa politique de boutiquier. Par exemple, Pap Ndiaye est totalement instrumentalisé quand il se voit confier le poste de ministre de l'Éducation. Macron le présente à la fois pour aller piquer des voix à gauche et exciter la droite sur la question clivante de la racialisation. Le plus grave dans cette histoire, c'est que le véritable racisme est du côté de Macron qui exploite ce garçon durant un mois, et le remplacera certainement après les élections législatives.

Ces derniers jours, le gouvernement français ne cesse de parler de revalorisation du pouvoir d'achat. Est-ce là, un pas vers une économie planifiée ? J'ai été chef d'entreprise, je sais comment se construit le salaire d'un collaborateur. La rémunération va dépendre de sa capacité à dégager de la valeur pour l'entreprise. Quand Élisabeth Borne dit vouloir obliger les patrons à augmenter les salaires, elle contribue directement à faire grimper l'inflation. Par contre, comme le

propose Eric Zemmour, certaines méthodes peuvent générer du pouvoir d'achat: en réduisant l'immigration immédiatement de manière drastique, on dégage rapidement des montants phénoménaux en économisant sur les charges salariales et patronales dédiés au logement, à la famille et à la santé. C'est sûrement trop simple pour qu'un macroniste puisse le comprendre.